

IL ÉTAIT UNE FOIS LE PTB

UN DEMI-SIÈCLE DE MARXISME EN ACTION



PTB

Les gens d'abord, pas le profit

IL ÉTAIT UNE FOIS
LE PTB

UN DEMI-SIÈCLE DE MARXISME EN ACTION

Création : www.commsa.be

Impression : Imprimerie EPO
Lange Pastoorstraat 25-27
2600 Anvers (Belgique)
Tél. : + 32 (0)3 239 61 29

© Éditions du PTB
Bd M. Lemonnier 171
1000 Bruxelles
Belgique
Tél. : + 32 (0)2 504 01 10
Fax : + 32 (0)2 504 01 41
E-mail : ptb@ptb.be
Site : ptb.be

Mai 2018
Éd. resp. : Marie-Rose Eligius, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, Belgique

IL ÉTAIT UNE FOIS LE PTB

UN DEMI-SIÈCLE DE MARXISME EN ACTION



SOMMAIRE

1966-1979 : LES DÉBUTS.....	7
1979-1989 : LES ANNÉES NÉOLIBÉRALES.....	23
1989-1999 : UN MONDE EN PLEINE MUTATION.....	35
1999-2008 : DE LA CRISE AU RENOUVEAU DU PARTI.....	45
2008-2016 : DU RENOUVEAU À AUJOURD'HUI.....	53

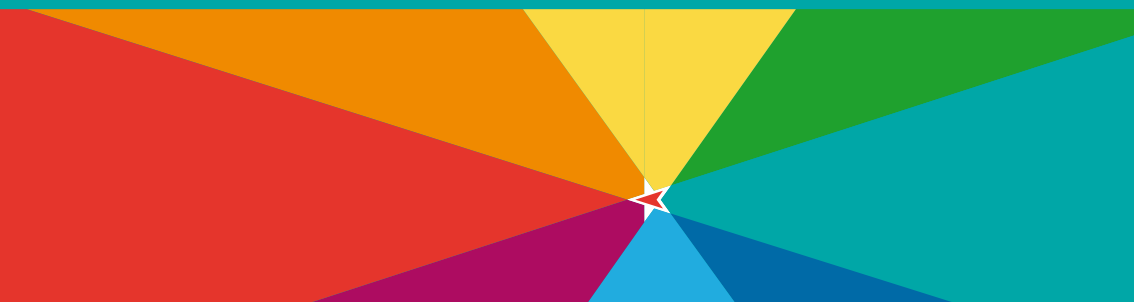
INTRODUCTION

On peut dire que le Parti du Travail de Belgique est devenu un parti adulte. Il existe en effet depuis 1979. Certains partis sont plus anciens, d'autres plus récents. Tous ont changé depuis leur fondation, en changeant leur nom ou pas, et à grand renfort de publicité. Le PTB aussi, mais avec un peu moins de tralala. Quels sont les principaux développements du Parti du Travail de Belgique, qui a dû attendre 2014 pour faire son entrée au Parlement avec un quart de million d'électeurs, mais qui, en matière d'activisme, est déjà le numéro un incontestable depuis longtemps ? Survol d'un demi-siècle de marxisme en action.

« LA PIRE FORME
D'ABSURDITÉ EST D'ACCEPTER
CE MONDE TEL QU'IL EST
AUJOURD'HUI, ET DE NE PAS
LUTTER POUR UN MONDE
COMME IL DEVRAIT ÊTRE. »

JACQUES BREL

1966-1979
LES DÉBUTS



LES ANNÉES 60, les golden sixties, sont pleines de contradictions. Alors que la révolution cubaine vient de triompher et que le Congo anciennement belge est devenu indépendant en 1960, au Vietnam, au Laos et au Cambodge, les armées de l'Oncle Sam massacrent des millions de gens avec des bombes et du napalm. Le business va on ne peut mieux. En 1966 à Zwartberg, au Limbourg, la gendarmerie abat deux mineurs qui luttent pour le maintien des charbonnages. Partout, des mouvements populaires d'inspiration socialiste luttent contre l'oppression et l'exploitation ; la classe ouvrière s'agite. C'est l'époque des grands changements et de la démythification des tabous. Des étudiants inspirés par le marxisme s'unissent, entre autres à l'université de Louvain en 1967 au sein du Studentenvakbeweging, SVB, le mouvement syndical étudiant, et à l'université de Gand en 1968 au sein du Gentse studentenvakbeweging, GSB, le mouvement syndical étudiant gantois. Avant Mai 68 à Paris, la tempête fait déjà rage à Louvain en janvier. « Walen buiten », les Wallons dehors, s'égosillent les étudiants de droite. « Les bourgeois dehors » et « une université au service du peuple », réplique le SVB et il est suivi massivement. Partout, le marxisme a le vent en poupe. Grâce à des étudiants berlinois et à des théologiens de la libération comme le prêtre colombien Camilo Torres, qui étudie à Louvain, les membres du SVB découvrent les œuvres des fondateurs du marxisme : on dévore Marx, Engels et Lénine et on en discute en profondeur. C'est une époque de grands idéaux et on discute ferme sur la manière dont le monde doit changer. Les aspirations sont grandes : la Belgique doit changer du tout au tout, le capitalisme doit disparaître et le socialisme régnera bientôt sur terre. En 1968, cela ne semble pas exagéré, dans un monde tumultueux en pleine mutation.

Aujourd'hui, il est de bon ton d'amputer Mai 68 de la lutte sociale. On masque qu'il s'agissait alors de changer la société et de mettre fin à la guerre, à l'exploitation et à l'injustice, et on réduit tout à la quête personnelle d'un bonheur très individuel. Rien n'est moins vrai. À Louvain, les étudiants descendent dans la rue contre l'establishment catholique, surtout francophone. Mais ils combattent également les bourgeois flamands et l'élitisme de l'université flamande, où l'on ne rencontre pratiquement pas d'enfants d'ouvriers. Ils ne réclament pas « le pouvoir des fleurs », le flower power, mais une véritable démocratisation de l'enseignement supérieur. Des femmes s'organisent pour assumer elles-mêmes leur avenir et leurs choix contre la société patriarcale qui les voue à l'Église, aux enfants et à la cuisine. Elles revendiquent le droit à l'avortement. Plus encore, elles veulent à travail égal un salaire égal.



Le samedi 2 novembre 1968, des milliers de travailleurs de Ford en grève descendent dans les rues de Hasselt avec le slogan « les gens d'abord ».



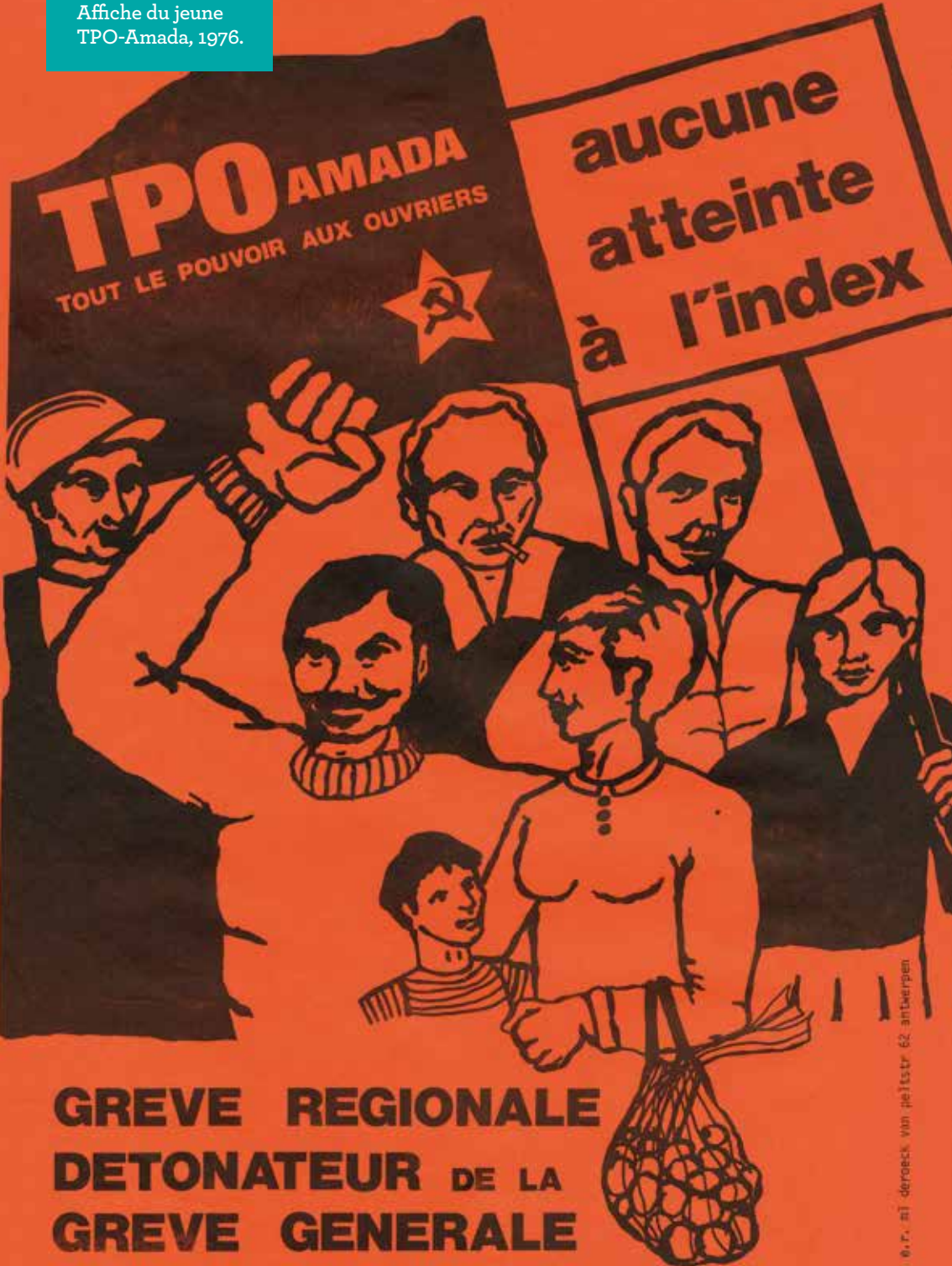
En janvier 1970, Mijnwerkersmacht (« pouvoir des mineurs ») est un des deux comités de grève au début de la grande grève des mines du Limbourg.

En 1966 — deux ans avant Mai 68 —, la longue grève de huit semaines des 3 000 femmes de la FN Herstal réclamant « à travail égal, salaire égal » avait déjà eu un retentissement international. De jeunes juristes démocrates ne revendiquent pas que « tout soit permis ». Ils dénoncent — des décennies avant le mouvement blanc — que tout semble permis à une certaine couche de la population. Ils critiquent la justice de classe à laquelle échappe le plus souvent le riche et qui envoie l'homme de la rue se perdre dans le labyrinthe de l'appareil d'État. Dans plusieurs quartiers populaires, de jeunes avocats organisent de bric et de broc des boutiques de droit accessibles à tous. Les étudiants en médecine ne revendiquent pas de pouvoir « expérimenter l'usage de la drogue ». Ils critiquent la médecine à trois minutes par patient, la prescription machinale de comprimés par une caste de médecins élitistes, souvent sponsorisés par l'industrie pharmaceutique. Le mouvement de la paix dirige ses flèches contre l'intervention impérialiste des États-Unis en Indochine. Le mouvement antiraciste se développe en solidarité avec le mouvement de libération des noirs aux États-Unis.

En pleine vague de solidarité avec les mouvements de libération en Asie, en Afrique et en Amérique latine, l'idée d'un front uni entre travailleurs et étudiants voit le jour. En octobre 1968, des étudiants se rendent à la grève de Ford Genk et, en mars 1969, aux grèves du textile à Gand. Mais le véritable choix vient un an plus tard quand, en janvier 1970, 25 000 mineurs entament une grève spontanée de six semaines. Contre l'influence nationaliste de la Volksunie dans les mines, on fonde le comité de grève Mijnwerkersmacht (pouvoir des mineurs) où se retrouvent de jeunes mineurs, des étudiants à la fibre sociale et des membres du SVB. En avril de cette même année, les ouvriers du chantier naval de Cockerill Yards se mettent en grève. De ces rencontres et de l'étude du *Que faire ?* de Lénine naît l'idée de fonder un nouveau parti ouvrier : pas simplement un comité de lutte ou un comité ouvrier autonome, mais un nouveau parti communiste.

Le geste est joint à la parole. Des étudiants de gauche décident de renoncer à une carrière de médecin, de psychologue ou d'enseignant pour aller travailler eux-mêmes comme ouvriers dans des dizaines d'entreprises. Au départ, on les regarde comme des oiseaux rares, mais en même temps il y a une demande pour leurs compétences. Pas à pas, ils continuent à mettre sur pied ce nouveau parti ouvrier. Ils posent ainsi les jalons de la présence du PTB dans les plus grandes entreprises du pays.

Affiche du jeune
TPO-Amada, 1976.



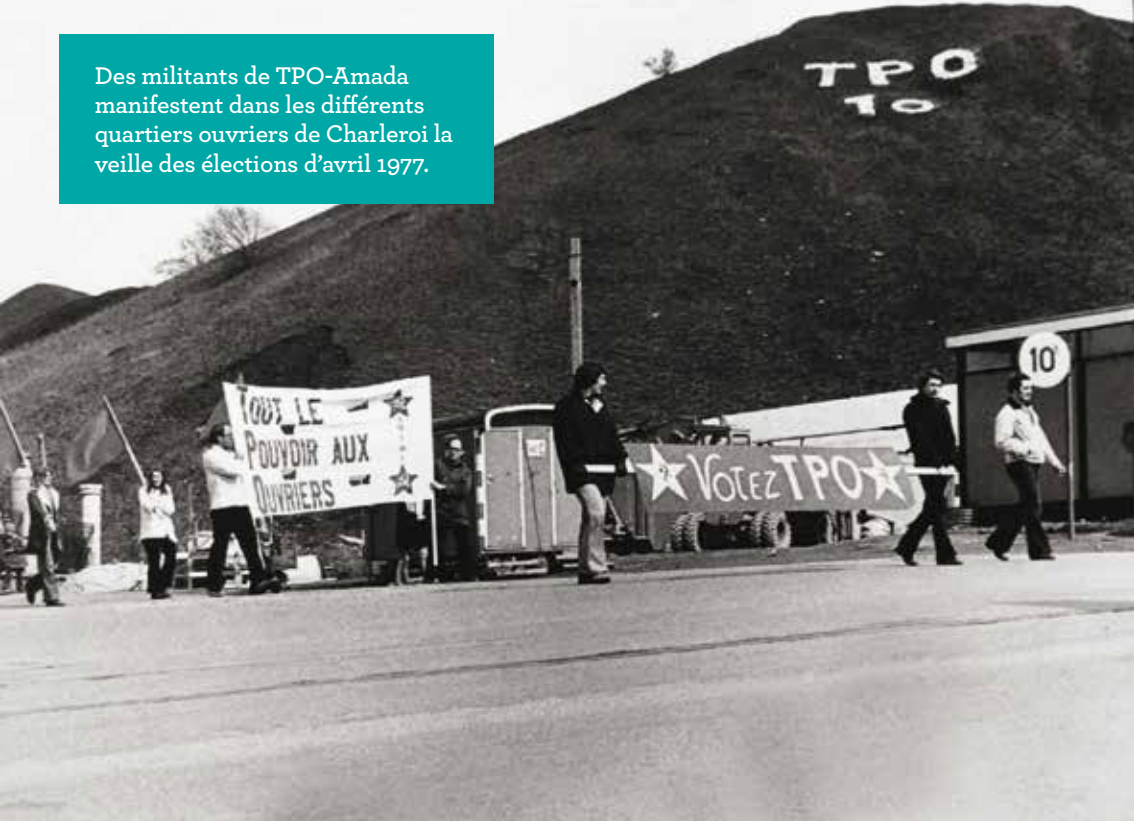
**GREVE REGIONALE
DETONATEUR DE LA
GREVE GENERALE**

e.r. et deroeck, van der IJstr. 62, Antwerpen

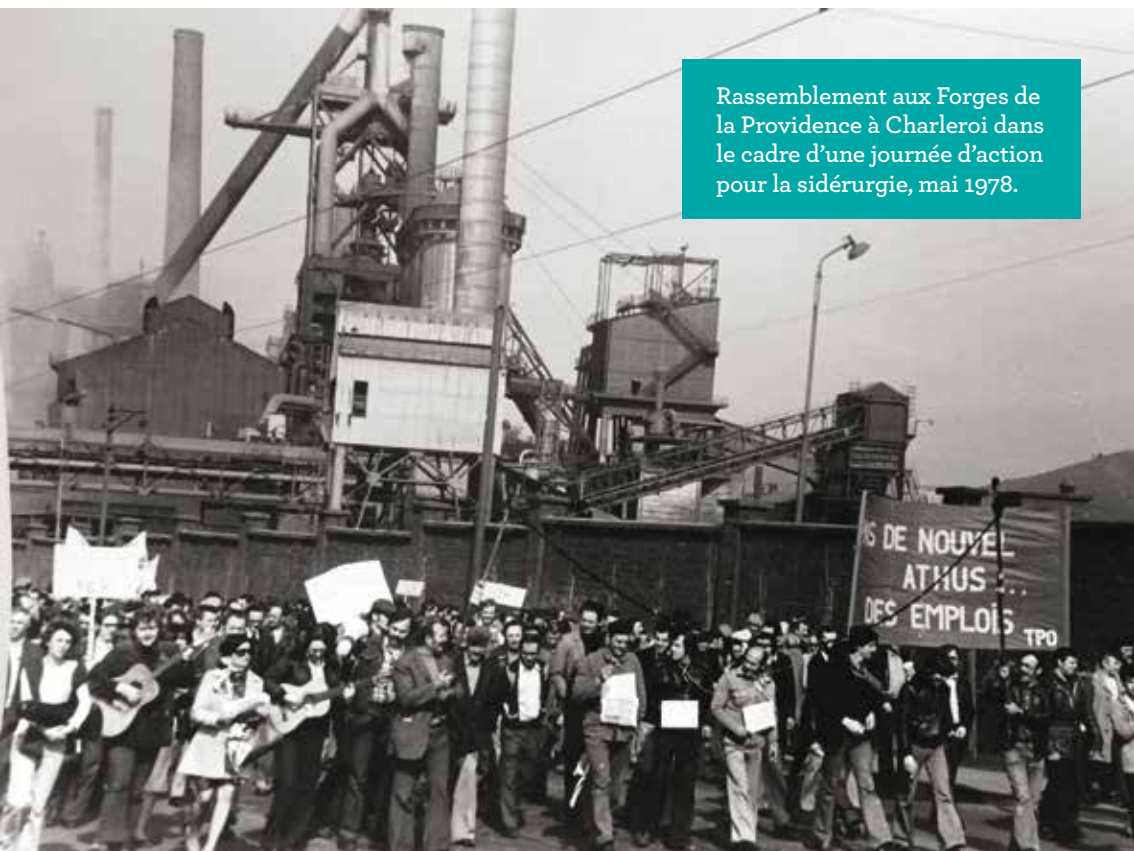
Le 5 octobre 1970 paraît le premier numéro du journal *Alle macht aan de arbeiders*, Amada (tout le pouvoir aux ouvriers), qui sortira toutes les trois semaines, au prix de 10 francs belges. Le nouveau parti en construction reçoit le même nom. Dans les quartiers ouvriers de Hoboken (Anvers) germe l'idée de Médecine pour le Peuple, qui démarre le 1er janvier 1971. Servir le peuple : les idéaux deviennent réalité. Après Hoboken suivent Genk (1974), Lommel (1975), Zelzate (1977), Herstal (1979) et, plus tard encore, six autres maisons médicales. À l'époque, la médecine gratuite était encore un sujet tabou pour l'establishment et l'ultraconservateur Ordre des médecins entame un long combat contre Médecine pour le Peuple. Quand l'Ordre veut saisir le mobilier des jeunes médecins, ce sont chaque fois des centaines et des centaines de patients qui prennent la défense de leurs docteurs pionniers. Les maisons médicales de Médecine pour le Peuple assurent un important rayonnement à Amada. « S'appuyer sur le peuple », telle est la devise des jeunes bâtisseurs, et ce ne sont pas des mots creux. En 1974, le parti organise une grande campagne de soutien pour financer un hebdomadaire et, immédiatement après, une campagne pour sa propre imprimerie. On récolte l'équivalent de 100 000 euros actuels. Le nouveau parti en construction nourrit dès le début des ambitions nationales. Il y a plusieurs discussions en vue de réaliser l'unité avec des marxistes issus du mouvement étudiant en Wallonie et à Bruxelles, mais toutes échouent parce qu'ils ont une autre interprétation du marxisme. Après d'innombrables tentatives d'unification, le tout jeune Amada décide (dans les années 1975-1976) de commencer à s'implanter lui-même dans le sud du pays. Cela se fait sous le nom de TPO, Tout le Pouvoir aux Ouvriers.

En France, au printemps 1968, dix millions de travailleurs se mettent en grève et se rangent du côté des étudiants contestataires. Le mouvement se termine par les accords de Grenelle : augmentation salariale de 10 %, hausse du salaire minimal (SMIC) de 35 %, diminution du temps de travail (44 heures) et reconnaissance des droits syndicaux dans les entreprises. Dans les écoles apparaissent des conseils d'élèves ainsi que des conseils de parents. Dans notre pays, la tempête n'est pas aussi forte, mais l'esprit de Mai 68 souffle également dans les entreprises au début des années 70. De 1970 à 1973 éclatent en Belgique près de 700 grèves ; la plupart sont des grèves spontanées et ne sont pas reconnues par les syndicats. Parmi les plus connues, celles de Ford Genk (1970), des Forges de Clabecq (1970), de Citroën à Forest (1970) et de Vieille-Montagne à Balen (1971). Aux chantiers navals Boel (à Tamise dans le pays de Waes), à Tessengerlo Chemie, à Glaverbel (Gilly), les grèves sont organisées par les syndicats.

Des militants de TPO-Amada manifestent dans les différents quartiers ouvriers de Charleroi la veille des élections d'avril 1977.



Rassemblement aux Forges de la Providence à Charleroi dans le cadre d'une journée d'action pour la sidérurgie, mai 1978.



Durant cette période, le jeune Amada s'engage aussi dans la défense des droits démocratiques : il lutte en faveur de logements décents pour les nouveaux immigrés que l'on parque dans des baraquements, pour la régularisation des réfugiés et contre l'instauration d'une armée de métier. En janvier 1973, des dizaines de milliers d'écoliers et d'étudiants descendent dans la rue contre les plans d'une armée de métier. Une grande campagne empêche aussi l'adoption d'une loi antigrève du ministre social-démocrate Vranckx. La loi était dirigée contre les comités de grève et contre les piquets des grèves non reconnues.

C'est une époque pleine de changement. Aux États-Unis grandit le mouvement contre le racisme et la discrimination ; le Black Panther Party mène la lutte contre l'oppression de la population noire. Partout dans le monde se développe le mouvement pour être maître de ses propres richesses. De l'Algérie (1962) à l'Angola (1975) avec, comme point culminant, en 1975, la libération du Vietnam où, après 1,5 million de morts vietnamiens, un peuple décidé met à genoux l'occupant américain. Cette lutte de libération d'un petit peuple contre la première puissance militaire et économique du monde domine les informations pendant des années et fait également grosse impression dans notre pays. Au Portugal, les communistes jouent un rôle important dans la révolution des Œillets (1974) qui renverse le fascisme et, en Grèce, la même année, le mouvement populaire met un terme au régime d'extrême droite des colonels. C'est une époque où il faut choisir son camp. La neutralité n'est pas dans l'air du temps.

Quand, en avril 1973, des milliers de dockers à Gand et à Anvers arrêtent le travail, c'est la pagaille dans les ports belges. La grève va durer huit semaines. Les dockers ne perçoivent pas d'indemnités de grève, leurs familles sont affamées. Le comité de grève organise l'aide aux familles nécessiteuses. On demande aux femmes des dockers de soutenir leur conjoint. Elles prennent la tête d'une manifestation interdite pour réclamer des indemnités de grève. Elles fondent le Comité des femmes de dockers, qui s'affiliera à Amada. La grève déchaîne une grande vague de solidarité. Des petits commerçants fournissent de la nourriture, des artistes organisent des spectacles de solidarité et, de nombreuses portes d'usine, on organise des collectes. Dans la foulée de la grève des dockers et sur la base d'un dossier bidon, 17 dockers et militants d'Amada sont condamnés à de lourdes peines, dans le « procès des docks ». Plus tard, en appel, ces peines seront allégées.

Grand meeting de solidarité
à la Sint-Jansplein avec la
grève des dockers d'Anvers,
avril 1973.



Vente de légumes aux
dockers, par le comité
des femmes d'Amada, en
résistance à la manipulation
de l'index (1976).



La grève des dockers est une dure école d'apprentissage pour le jeune parti en devenir et plein d'idéal. C'est un baptême du feu. Des statuts et une direction nationale doivent refondre la jeune organisation pour en faire un parti efficace au sein duquel les travailleurs se sentent chez eux, loin du désordre d'une organisation étudiante. Cela n'a rien d'une tâche aisée. Car l'insouciance du passé étudiant est remplacée par des exigences très élevées et le noyau reste donc restreint. Sur le plan politique, les maladies infantiles n'ont pas encore été surmontées : des tracts kilométriques déversent des vérités générales sur le socialisme et passent loin au-dessus de la tête des gens et de leur réalité quotidienne. En 1976, Amada décide de corriger son sectarisme et son dogmatisme, dans un esprit autocritique. Le jeune parti veut réaliser des choses concrètes, faire preuve de patience, soutenir ce qui est positif, penser en fonction de la majorité et mettre sur pied un large éventail d'activités et de fronts autour de points d'action concrets. Ces orientations seront de nouveau à l'ordre du jour lors du Congrès du renouveau de 2008.

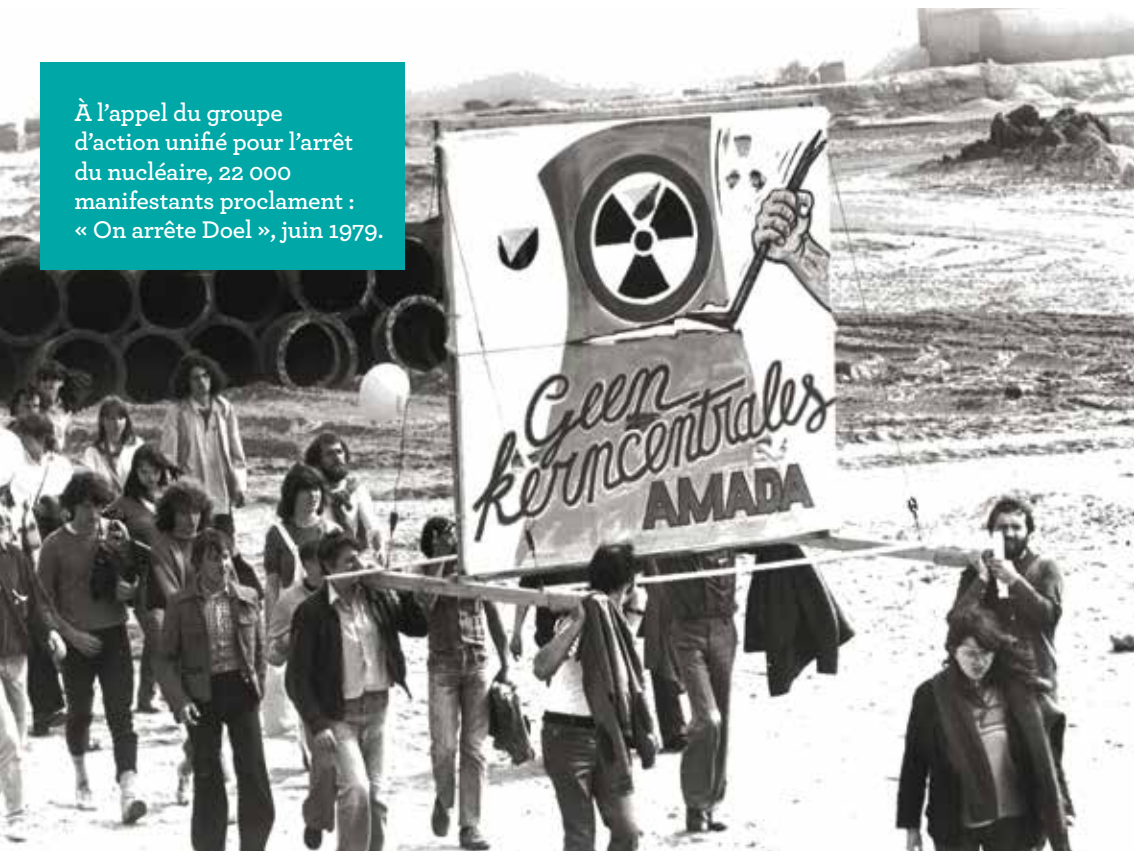
Sur le plan syndical aussi, on change d'approche. Le parti a grandi dans une période de grèves spontanées et en avait tiré des conclusions fausses sur l'impossibilité d'entreprendre quoi que ce soit avec les syndicats traditionnels. Des dirigeants syndicaux combatifs, comme les délégués du chantier naval Boel, à Tamise, et d'autres, ont indiqué au parti qu'il faisait erreur et celui-ci a décidé, désormais, de soutenir les courants combatifs au sein des syndicats existants. En 1976, il organise une campagne de solidarité nationale en faveur de la réintégration du délégué FGTB Miel De Bruyne dans l'entreprise pétrolière SIBP. Et quand, en 1978, 250 ouvriers et employés ont occupé la raffinerie de pétrole RBP, ils ont pu compter sur le soutien d'Amada-TPO. Durant onze longs mois, les occupants luttent pour le maintien de l'entreprise et, finalement, leur combat est un succès. En Wallonie, TPO a joué en 1978 un rôle important dans la grève de la société intercommunale d'électricité ALE contre le licenciement du délégué syndical Louis Dujardin par la direction socialiste (soutenue par André Cools, président à l'époque du PS).

Le 3 janvier 1976, lorsqu'une tempête du nord-ouest brise les digues de l'Escaut au Vliet, la commune de Ruisbroek est entièrement sous eau. Les habitants sont furieux et reprochent au roi Baudouin de « trouver 30 milliards pour des avions qui font du bruit au-dessus de nos têtes, mais pas d'argent pour la consolidation des digues ». Des dizaines de jeunes d'Amada aident les habitants à déblayer leurs décombres. C'est



Manifestation contre la discrimination et contre l'expulsion de travailleurs étrangers, à l'initiative d'Amada et de l'UCMLB, août 1974.

À l'appel du groupe d'action unifié pour l'arrêt du nucléaire, 22 000 manifestants proclament : « On arrête Doel », juin 1979.



cela aussi, « servir le peuple ». Pourtant, le parti reste encore un tout petit groupe. À sa naissance, Amada considérait les élections comme un « carnaval électoral » mais, à partir de 1974, il se lance malgré tout dans l'arène. Aux élections communales de 1976, Amada obtient 2,2 % à Anvers et 1,8 % à Genk. Le meilleur score est réalisé à Hoboken, avec 10 % des voix et deux conseillers communaux à la clé. Mais cela reste une exception. Au niveau national, le parti ne parvient pas à percer. Lors des élections législatives, Amada-TPO obtient 0,4 % à la Chambre en 1977 et 0,8 % en 1978. Mais cela ne refroidit pas l'enthousiasme et l'engagement du jeune parti en devenir. Car il sait qu'il n'est pas facile, dans un paysage politique très polarisé, de faire sortir de terre un nouveau parti.

Amada-TPO ne s'occupe pas que de sections d'entreprise et de solidarité internationale, il est également actif sur bien d'autres terrains. À Hoboken, une vaste action est mise sur pied contre la pollution au plomb provoquée par l'usine Métallurgie Hoboken, surnommée « de zilver », l'argent. Quand il s'avère que les enfants des écoles ont une trop grande quantité de plomb dans le sang, un large « comité d'action contre l'empoisonnement au plomb » est mis sur pied en avril 1978. Médecine pour le Peuple et Amada y sont actifs avec les parents des enfants de l'école de Moretusburg, des travailleurs de la Métallurgie, des Jeunes socialistes, des quatre sections du KWB (Équipes populaires) de Hoboken, du Magasin du Monde d'Oxfam et des maisons de jeunes locales. Médecine pour le Peuple continue pendant des années à enfoncer le clou contre cette grave pollution, jusqu'à ce que le sol du quartier de Moretusburg soit finalement assaini, aux frais de l'Union minière, actionnaire de la Métallurgie Hoboken. Sur d'autres terrains aussi, Amada est un précurseur de la lutte pour l'environnement et pour une urbanisation sociale et écologique. Quand, au printemps 1979, les autorités communales de Deurne à Anvers décident d'installer des blocs de douze étages dans un espace vert au beau milieu du quartier de l'Arena, des centaines de riverains occupent les pelouses de l'Arena durant des mois. On imprime un journal d'action (*'t Arenake*, la p'tite Arena) et Radio Arena est un outil de propagande dont la police ne peut pas s'emparer, car chaque jour l'émetteur change de place. Chaque soir ou presque, il y a des débats, des représentations artistiques et des conférences. Les jeunes militants d'Amada sont très actifs dans le soutien et l'organisation du mouvement. Le 13 novembre 1979, le jour de l'évacuation de force, la plaine de l'Arena est couverte par 180 tentes.



Weg de gezontheid
van onze kinderen
GEEN VIJF NAAR EEN JAAR

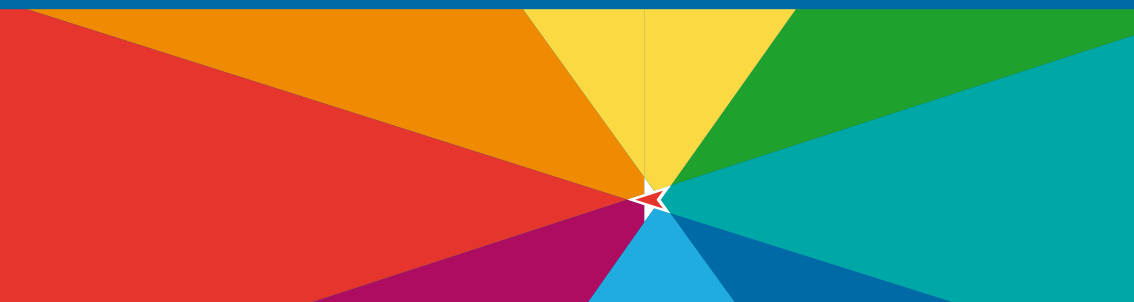
HOBOKEN
HOBOKEN
HOBOKEN

ONZE
KINDEREN
WILLEN
LEVEN

hoboken

Des femmes prennent position à la porte de la Métallurgie Hoboken contre l'intoxication au plomb, avril 1978.

1979-1989
**LES ANNÉES
NÉOLIBÉRALES**



LE PTB EST OFFICIELLEMENT FONDÉ LE 4 NOVEMBRE 1979, au Centre Rogier à Bruxelles, à l'issue de presque dix ans de travail d'édition. Quatre mille personnes sont présentes. Lors d'une série de sessions préalables, les délégués ont approuvé un programme élaboré. Il comporte deux volets : un sur le socialisme et un sur le programme minimal pour le progrès social, la démocratie, la paix et l'indépendance nationale. Le nouveau parti préconise entre autres la nationalisation des secteurs clés. Son intention est de devenir une force politique réelle en Belgique et de se dégager du dogmatisme et du sectarisme de la période initiale. Amada-TPO passe d'un slogan à un parti politique qui s'inspire de toutes les luttes et de toutes les aspirations positives du monde du travail et des progressistes. Le parti décide de publier un hebdomadaire dans les deux langues. Le journal ne s'appelle plus *Tout le pouvoir aux ouvriers*, mais *Concret*, et se fera connaître à partir de 1982 sous le nom de *Solidaire*. Lors du Congrès de fondation, de nouveaux statuts sont approuvés qui établissent les structures du parti : des directions provinciales et une direction nationale élues.

La crise pétrolière de 1973 met à nu une crise de surproduction et provoque une récession économique dans le monde. Au Royaume-Uni (1979), aux États-Unis (1981) et en Allemagne de l'Ouest (1982), des gouvernements conservateurs accèdent au pouvoir. Margaret Thatcher et Ronald Reagan appliquent la politique économique agressive de l'école de Chicago (Milton Friedman) : le néolibéralisme. Au cours de la décennie précédente, on avait encore arraché des augmentations salariales. Désormais, le mouvement ouvrier se bat contre le démantèlement des droits et des acquis : contre la flexibilité, les restrictions dans la sécurité sociale, les rationalisations, les fermetures et le chômage croissant. Cependant, en 1984, toute l'Allemagne est secouée par une grande grève des entreprises métallurgiques. Les métallos allemands réclament la semaine de 35 heures et gagnent leur combat.

La crise frappe partout et le monde du travail est sur la défensive. Une partie du mouvement de 1968 met son engagement au vestiaire et, comme Manuel Barroso¹, ambitionne désormais une carrière à succès au sein même du système. Plusieurs partis maoïstes² issus de Mai 68 sont au bord de la disparition. De nouvelles théories sont en vogue, comme « l'adieu à la classe ouvrière ». La jeune direction du PTB ne veut pas se retrouver sur cette pente savonneuse et, en 1983, organise un Deuxième Congrès. Tant sur le plan idéologique que sur le plan organisationnel, le

1 Manuel Barroso : homme politique portugais, président de la Commission européenne entre 2004 et 2014.

2 Maoïste : en référence au nom de Mao Zedong (ou Mao Tsé-toung), chef du parti communiste chinois et président de la Chine. Le maoïsme est un mouvement politique qui se réclame des idées et des actions de Mao Zedong. Il a atteint son apogée en France et en Europe de l'Ouest vers 1968.



Après une dizaine d'années de travail d'édification, Amada devient le PTB. Session du Congrès de fondation, novembre 1979.



Fête de fondation du PTB, 4 novembre 1979.

parti confirme ses principes et consolide ainsi le noyau de l'organisation. Mais l'attention va unilatéralement à ce danger et bien moins au climat changeant de l'époque dans lequel, partout en Europe et aux États-Unis, la popularité du courant de changement né en Mai 68 s'est fortement refroidie. Le changement de trajectoire amorcé en 1976 en vue d'ouvrir réellement le parti, de réaliser des choses concrètes, de faire preuve de patience, de soutenir ce qui est positif, de penser en fonction de la majorité et de mettre sur pied un large éventail d'activités autour de points d'action concrets disparaît à l'arrière-plan. Ce changement de trajectoire s'est arrêté beaucoup trop tôt, comme on s'en apercevra un quart de siècle plus tard, en 1999. En outre, le parti dit expressément que, vu les circonstances, il ne peut pas être autre chose qu'un « parti de cadres » et donc pas un large « parti de membres ». Les cadres et les militants doivent répondre à des exigences sévères. En plus d'un travail militant quasi quotidien dans à peu près chaque lutte sociale, ils consacrent du temps et de l'énergie à l'étude et cela assure au parti une épine dorsale très solide. Mais les conditions d'affiliation sévères rebutent bien des gens et les sympathisants sont parqués dans « l'Amicale » du parti. Si bien intentionné soit-il, le PTB continue à souffrir de sectarisme.

Il en va de même politiquement. Au temps de la guerre froide, le monde s'est trouvé plus d'une fois au bord d'un conflit à grande échelle. Dans les années 80, un thème domine l'actualité : la course aux armements nucléaires entre les États-Unis et l'Union soviétique. La menace de guerre devient très tangible quand les États-Unis font stationner en territoire belge leurs missiles Tomahawk et Pershing II. La grande « manifestation anti-missiles » des organisations pacifistes le 23 octobre 1983 mobilise à Bruxelles plus de 400 000 manifestants, du jamais vu. Les militants pour la paix pensent que l'hiver nucléaire se rapproche dangereusement. Dès sa création, le PTB avait émis des critiques contre les nombreux phénomènes de dégénérescence du socialisme en Union soviétique et se rapprochait davantage de la Chine. Le PTB est toujours resté indépendant vis-à-vis de cette dernière, mais le jeune parti a toutefois adopté sans esprit critique certains points de vue des Chinois. Raison pour laquelle certains continuaient à surnommer le PTB « Amada ». L'une de ces positions chinoises problématiques est la fameuse « théorie des trois mondes³ », qui fait de l'Union soviétique la superpuissance la plus dangereuse. C'est une analyse fautive et une théorie qui a fait vraiment beaucoup de tort au PTB. Elle conduit à une attitude sectaire qui condamne les gens du Parti communiste (PC), les progressistes et les

3 Selon la théorie des trois mondes, les deux grandes puissances (États-Unis et Union soviétique) constituent le premier monde, l'Union soviétique étant la superpuissance la plus dangereuse. Tous les autres pays capitalistes appartiennent au deuxième monde. Le tiers monde regroupe tous les pays dominés par le premier ou le deuxième monde, ou qui ont réussi à s'en libérer.



Mobilisation lors des procès d'avortement, Bruxelles, 1982.



Le 23 octobre 1983, plus de 300 000 manifestants descendent dans la rue contre les bombes atomiques.

mouvements de libération sur la seule base de leur position à l'égard de l'Union soviétique. Il faudra de nombreuses années avant que le parti ne revoie cette position erronée.

Mais, entre-temps, d'autres points très importants constituent une force motrice pour le jeune parti. « Servir le peuple » ; « oser lutter, oser vaincre » ; les militants doivent être « comme des poissons dans l'eau » ; « le savoir vient de la pratique » : on met en pratique ces belles expressions liées à un idéal. En premier lieu, lors de la fondation de nouvelles maisons médicales de Médecine pour le Peuple, mais aussi lors de l'installation d'un siège national du parti. En 1984, grâce à une grande campagne de soutien qui, en chiffres actuels, rapporte pas moins de 340 000 euros, le parti achète l'ancien siège de la maison de disques *His Master's Voice* (La Voix de son maître, avec l'image du chien écoutant le cornet du gramophone) à Bruxelles. Des centaines de travailleurs et de jeunes bénévoles aménagent les lieux. Cet engagement et ce travail bénévole sont dès le début un pilier du PTB, qui n'est pas subventionné par l'État ni par de puissants groupes d'influence. Ces principes maintiennent le parti en bonne santé et ils garantissent son indépendance. À l'époque, pas mal de gens, à tort ou à raison, sont mal à l'aise avec certaines prises de positions politiques du jeune parti, mais en même temps, apprécient un si grand engagement et un tel esprit de bénévolat.

Au cours des années 80, la Belgique compte au moins dix gouvernements : neuf sous la direction de Wilfried Martens et un avec Mark Eyskens comme Premier ministre. « La fin du tunnel est proche », promettent Martens et Eyskens, alors qu'ils imposent leurs plans d'assainissement l'un après l'autre avec, en prime, trois sauts d'index dans les années 1982-1984. D'avril à septembre 1981, pendant cinq mois et demi, 2 000 ouvriers de chez Boel, à Tamise, font grève en front commun syndical contre 128 licenciements. La grève est dirigée par un comité de grève de cinquante personnes, à la tête duquel on trouve les délégués principaux Jan Cap (CSC) et José De Staelen (FGTB).

En 1982, les chantiers navals Cockerill Yards — l'un des premiers bastions du PTB — vont fermer. La sidérurgie wallonne est sévèrement restructurée. Début 1982, des manifestations de sidérurgistes en colère vont défilé dans Bruxelles. C'est une période de grandes luttes avec, en avril 1982, la grande Marche des jeunes pour l'emploi et la grève de septembre 1983 dans les chemins de fer et les services publics. Le



Un demi-million de tracts de solidarité, 100 000 euros et 62 meetings en soutien aux mineurs britanniques.



Pendant les vacances d'hiver 1984, le PTB part avec un plein camion de soutien aux mineurs du Kent.

terrorisme des tueurs de la bande du Brabant wallon et les attentats à la bombe des CCC⁴ créent un climat de peur dont on se sert pour renforcer la gendarmerie et pour discréditer la résistance sociale. Cela n'empêche pas qu'en 1986, 200 000 personnes descendent dans la rue à Bruxelles pour protester contre le plan d'austérité du gouvernement Martens-Gol, le plan de Val-Duchesse. Le PTB se fait connaître par son slogan « Faites payer la crise aux riches ». Le 1er mai 1985, Jan Cap, le très charismatique délégué principal des chantiers navals Boel, à Tamise, devient membre du parti.

De mars 1984 à mai 1985, 140 000 mineurs se mettent en grève en Grande-Bretagne contre les fermetures des mines décidées par Thatcher. Partout dans le pays, des membres du PTB s'engagent dans la solidarité active. Ils distribuent un demi-million de tracts de solidarité, organisent 62 meetings de soutien, collectent 100 000 euros et organisent 29 visites de soutien en Grande-Bretagne. Les membres du parti, ce sont des gens au cœur d'or. Lors des vacances de Pâques 1985, la section limbourgeoise du parti accueille chaleureusement dans des familles de Genk une vingtaine d'enfants de mineurs britanniques. « La mia casa è la tua casa », ma maison est la tienne, comme on dit là-bas. Un peu plus tard, entre 1986 et 1989, malgré une résistance exemplaire des mineurs, les derniers charbonnages limbourgeois d'où l'on extrait « l'or noir », la principale source économique du Limbourg, ferment également leurs portes. Au piquet de Waterschei est né un nouveau symbole de l'unité syndicale combative : les foulards rouge et vert. On en confectionne des milliers, jusqu'à mettre littéralement le feu à la machine à coudre. Avec son implantation syndicale, l'influence du PTB augmente au sein des mouvements, au grand dam de la classe dirigeante. « Le phénomène des agitateurs de l'extrême gauche se pose au sein de la quasi-totalité des mastodontes industriels », peut-on lire à l'époque dans le quotidien *Het Belang van Limburg*. Dans le Sud, la lutte de libération connaît d'importantes impulsions au Nicaragua, au Salvador, en Afrique du Sud et en Palestine. Le parti soutient une vaste campagne de solidarité avec le Nicaragua sandiniste et avec le FMLN⁵ au Salvador où, en 1987, le docteur Michaël De Witte perdra d'ailleurs la vie. Le parti soutient l'ANC⁶ de Mandela en Afrique du Sud dans sa lutte contre le régime d'apartheid comme, en Palestine, l'OLP⁷ de Yasser Arafat. En 1988-1989, le docteur anversoïis Jan Cools est détenu en otage au Liban pendant 13 mois. Dans la lignée de Médecine pour le Peuple, on fonde Médecine pour le Tiers Monde. Ainsi, le PTB passe d'une action sociale à l'autre, apprécié par

4 Les Cellules communistes combattantes ont commis en 1984 et 1985 quatorze attentats terroristes, lors desquels deux pompiers ont été tués et 28 personnes ont été blessées.

5 Front Farabundo Marti pour la libération nationale.

6 Congrès national africain.

7 Organisation de libération de la Palestine.



Rebelle à la Marche des jeunes pour l'emploi, Bruxelles, mai 1984.



Les mineurs de Waterschei vont à Genk en manifestation, septembre 1984.

ceux dont il défend les intérêts, vilipendé par la plupart de ses adversaires politiques et sociaux.

En 1988, des centaines de délégués du PTB se réunissent de nouveau pour le Troisième Congrès, ou Congrès syndical. Il dresse le bilan des luttes des années 80. On y tient un vibrant plaidoyer en faveur du syndicalisme de combat, dans le cadre du respect de l'unité avec les syndicats. Le congrès traite aussi de l'internationalisation de l'économie, de la montée des nouvelles technologies et de la nouvelle composition de la classe ouvrière.

Malgré ses côtés dogmatiques et sectaires, le PTB a toujours été un parti de la classe des travailleurs. Mais il ne parvient pas à transformer au niveau électoral l'influence qu'il a développée au sein du monde du travail. De grandes campagnes sont mises sur pied pour faire élire un député au Parlement, mais elles n'aboutissent pas. En 1985, les deux derniers élus du Parti communiste disparaissent du Parlement, alors que, dans l'arrondissement d'Anvers, le PTB gravite autour de 2,8 % des voix et, au niveau national, il obtient toujours les mêmes 0,7 % que dix ans plus tôt. Le parti devra encore attendre une trentaine d'années avant de décrocher un premier siège au Parlement.

Mobilisation des patients contre la saisie des meubles des docteurs Lieve et Johan à Herstal, 1983.



Arrestation du docteur Harrie à Genk. Des voisins et patients retiennent les enfants, février 1985.





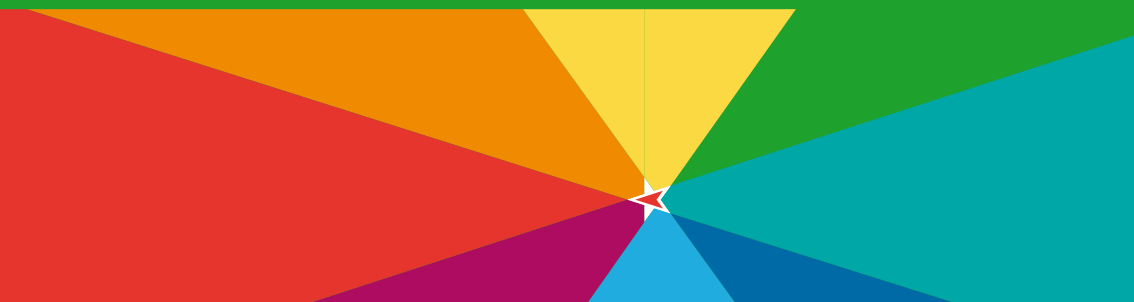
Manifestation en soutien à la révolution sandiniste et contre l'agression croissante des États-Unis en Amérique centrale, juin 1985.



Le docteur Jan Cools (arrière gauche) en activité dans un camp de réfugiés palestiniens, 1988. Plus tard, il sera pris en otage au Liban et libéré seulement 13 mois après.

1989-1999

**UN MONDE
EN PLEINE
MUTATION**



LE 23 MARS 1988, c'est à Cuito Cuanavale, en Angola, que se livre la bataille décisive contre l'apartheid. L'Angola (MPLA⁸) et la Namibie (SWAPO⁹) sont vainqueurs, aidés par des dizaines de milliers de volontaires cubains. Nelson Mandela déclare que la bataille « a été le tournant pour la libération de notre continent et de mon peuple du fléau de l'apartheid ». Avec la défaite des racistes et de leurs mentors américains, l'occupation sud-africaine de la Namibie a reçu un coup fatal. La défaite a accéléré le début des négociations avec l'ANC⁹ qui, peu après, allait enfin venir à bout du régime raciste de l'Afrique du Sud.

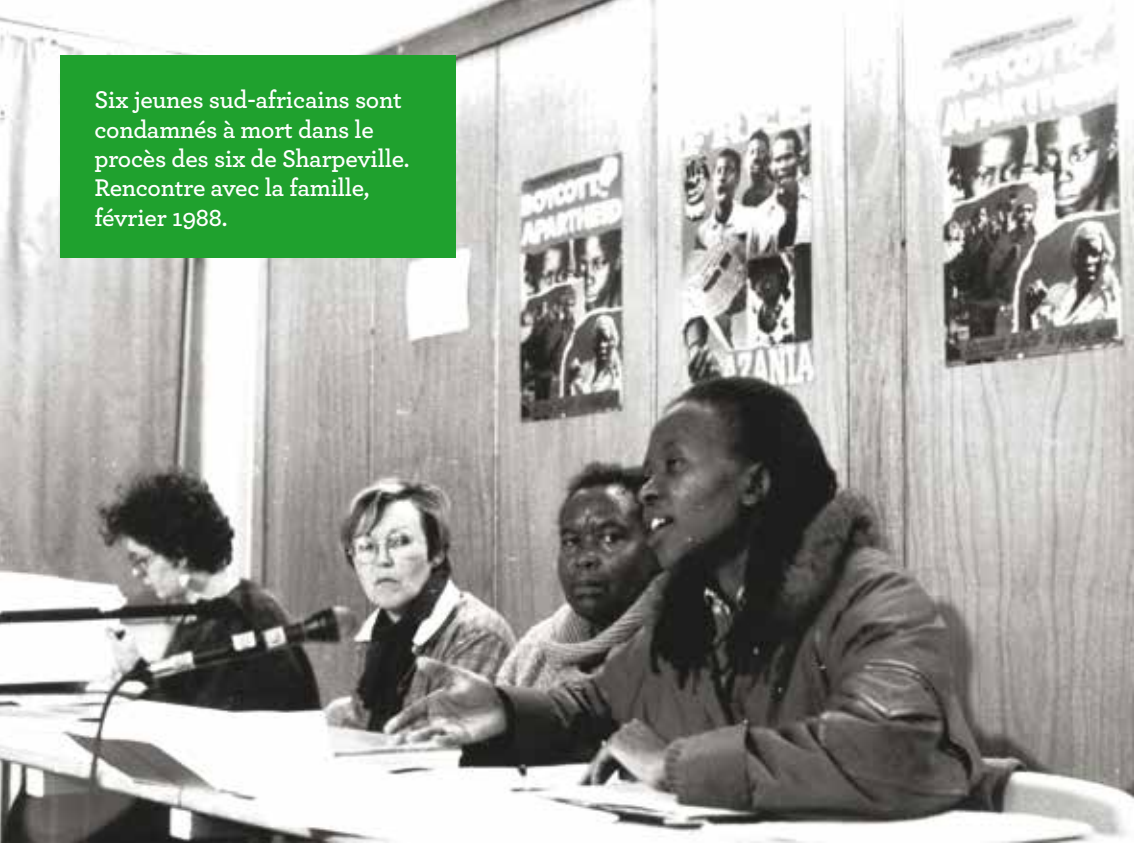
C'est évident à cette époque : monde est en pleine mutation. À partir de 1987, le PTB remet en question son jugement sur l'Union soviétique. La théorie de « la superpuissance la plus dangereuse » est erronée : les armées soviétiques doivent se retirer d'Afghanistan, le régime de Moscou s'effondre comme un soufflé au fromage. En 1989, le Mur de Berlin tombe. Dans les autres pays de l'Europe de l'Est aussi, on assiste au renversement du socialisme malade, qui est remplacé par un capitalisme qui ne recule devant rien. La chute du socialisme en Union soviétique et dans l'est de l'Europe va de pair avec une euphorie pour le capitalisme et une campagne anticommuniste hystérique. « C'est la fin de l'histoire — le libéralisme a triomphé pour de bon », s'exclame Fukuyama. Le plus grand parti communiste d'Europe occidentale, le PCI italien, se transforme en parti social-démocrate. À partir de 1997, il codirigera le gouvernement italien après s'être imprégné fortement de néolibéralisme. Dans notre pays, certains commentateurs estiment que l'histoire du PTB doit arriver à son terme et le parti est soumis à de fortes pressions.

Lors de son Quatrième Congrès (1991), le parti se livre à une première analyse de la chute de l'Union soviétique et du nouvel ordre mondial né alors. Le parti est confronté à deux tâches : il doit revoir sa propre analyse de l'Union soviétique, une analyse jusqu'alors fortement influencée par la Chine, mais qui s'est avérée manifestement incorrecte. Et, en même temps, analyser le régime qui prend sa place et sa signification pour la lutte d'émancipation à l'échelle mondiale. C'est surtout dans la période qui a suivi que le parti a été identifié comme un parti qui défendait presque sans critique et sans nuance l'histoire de l'Union soviétique. On ne peut pas passer à côté des réalisations de l'Union soviétique en ce qui concerne l'enseignement, la santé, la science et la culture, ni à côté de son rôle déterminant dans la défaite de l'Allemagne nazie. Mais il est clair qu'il existait d'importants problèmes, non seulement de bureau-

8 Mouvement populaire de libération de l'Angola.

9 Organisation populaire du sud-ouest de l'Afrique.

Six jeunes sud-africains sont condamnés à mort dans le procès des six de Sharpeville. Rencontre avec la famille, février 1988.



Manifestation massive à Bruxelles contre la première guerre du Golfe contre l'Irak, 1991.

cratie, mais également d'abus de pouvoir, de stagnation économique et d'intervention criminelle à l'égard d'opposants au régime, véritables ou présumés. Dans la seconde moitié du vingtième siècle, le socialisme en Union soviétique dégénère encore plus et s'ensable dans plus encore de bureaucratie et de formalisme, jusqu'à son renversement dans la « contre-révolution de velours » de 1989 à 1991.

En 1991, les tenants du capitalisme espèrent que le renversement du socialisme apportera un soulagement à la crise qui s'éternise, mais c'est le contraire qui se vérifie. Le Pacte de Varsovie est dissous, l'Otan se renforce et se lance dans toute une série de nouvelles guerres d'agression, à commencer par l'Irak (1991). Le PTB soutient à fond le mouvement pour la paix et, en janvier, des dizaines de milliers de personnes descendent dans la rue à Bruxelles. La Yougoslavie est complètement déchirée par des forces ultranationalistes et, partout en Europe de l'Est, des organisations néofascistes surgissent comme des champignons. La violence raciste augmente, avec des pogroms contre les réfugiés, comme à Rostock dans l'est de l'Allemagne. En France, le Front national monte, en Italie, c'est le MSI¹⁰ et, dans notre pays, le dimanche noir du 24 novembre 1991, le Vlaams Blok fait le plein des voix. Choqués, des lycéens font grève contre le racisme, avec le soutien actif de Rebelle, le nom à l'époque du mouvement de jeunes du PTB. Plusieurs progressistes, dont des porte-paroles du PTB, lancent la pétition Objectif 479 917 en faveur de l'égalité des droits et de la naturalisation automatique après cinq années de séjour légal. Le but est de récolter autant de signatures que l'extrême droite a obtenu de voix. La campagne dure plus de deux ans. Résultat : un million de signatures. Le racisme n'est pas vaincu, mais en menant des dizaines de milliers de discussions dans tous les milieux, les bases sont posées pour que soit réalisé le cordon sanitaire autour des partis fascistes proposé par le comité d'action Hand in Hand (main dans la main). Les fascistes du Vlaams Blok n'accéderont nulle part au pouvoir. Mais le PTB ne peut toutefois empêcher la progression de l'extrême droite dans les quartiers de tradition rouge. Le dégoût de la social-démocratie profite à l'extrême droite et non au PTB, qui n'a pas assez d'influence dans les quartiers populaires et est toujours perçu comme trop sectaire.

En février 1992, à Maastricht, les dirigeants européens rebaptisent la Communauté européenne en Union européenne, et décident de mettre sur pied un super-État européen avec une monnaie commune,

10 Mouvement social italien.



Rebelle participe à l'organisation des grandes grèves des écoliers contre le racisme et le fascisme, novembre 1992.



Des jeunes commémorent la victoire sur le fascisme, Breendonk, 8 mai 1993.

l'euro. Les États membres se voient imposer des normes restrictives draconiennes. Le PTB est le seul parti du pays à critiquer sérieusement ce projet. En décembre 1993, au beau milieu d'une période turbulente de résistance syndicale, il organise un Euro-Stop à Bruxelles. Le 24 octobre 1993, le gouvernement social-chrétien et socialiste Dehaene annonce son Plan global. Au menu, un blocage des salaires, une manipulation de l'index (index santé), des réductions des charges patronales, l'augmentation de la TVA et des économies de 1,9 milliard d'euros sur la sécurité sociale. Le plan correspond aux directives de la norme de Maastricht. Quand ces mesures sont connues, une grève spontanée éclate à Cockerill-Sambre à Charleroi. La FGTB appelle à une manifestation nationale à Bruxelles à laquelle participent 70 000 personnes. Dans tout le pays, le PTB est actif dans le mouvement de protestation. En novembre suivent trois vendredis de grève générale en front commun syndical CSC-FGTB. Le 26 novembre, tout le pays est à l'arrêt. Mais le plan est appliqué. Le gouvernement libéralise également Belgacom et, par la suite, vend la CGER¹¹ à Maurice Lippens. Le scandale Agusta éclate en 1993 : des ministres sociaux-démocrates ont accepté des pots-de-vin de l'industrie militaire, afin d'influencer le choix dans l'achat d'hélicoptères militaires. Lors des élections européennes de 1994, le PTB récolte 60 000 voix, soit exactement 1 %.

Le Cinquième Congrès du PTB (1995) se livre à une introspection. Entre-temps, le monde a profondément changé. Ce Congrès plaide en faveur d'un sens accru de responsabilité des cadres, de plus de politique et de tactique et d'une rectification profonde contre le bureaucratisme afin d'adapter le parti à la nouvelle réalité. L'intention est aussi de passer à une nouvelle génération le flambeau des pionniers de 1968, mais cela ne réussit pas encore. Mais ce congrès est très centré sur le parti lui-même, il n'en sort aucune analyse de la situation politique dans notre pays six ans après la chute du Mur de Berlin. On assiste au congrès à de nombreux « copier-coller » des principes de fonctionnement du passé, sans un filtre critique de la situation actuelle. On s'emploie très peu à la comprendre, à développer un programme à partir des besoins des gens et à définir une nouvelle stratégie et une nouvelle tactique qui puissent s'appliquer à la nouvelle période. Les esprits ne sont pas encore mûrs pour une nouvelle approche. Celle-ci ne sera initiée qu'en 1999 et réellement acquise que lors du Congrès du renouveau, en 2008.

¹¹ Caisse générale d'épargne et de retraite. Créée en 1865 comme institution publique, pour améliorer par l'épargne la situation des gens du peuple et pour réinvestir dans l'économie autant que possible de capital dormant. Complètement privatisée en 1998 et absorbée par la banque Fortis, aujourd'hui filiale de BNP Paribas Fortis.



En octobre 1992, les ouvriers occupent le chantier naval Boelwerf à Tamise.



Manifestation monstre contre le plan global et les normes de Maastricht, Bruxelles, décembre 1993.

Cela ne veut pas dire que le PTB n'est pas actif dans les différentes luttes. Bien au contraire. La devise reste « parmi les gens ». Le grand mouvement de l'enseignement qui déferle sur la Belgique francophone entre 1994 et 1996 est la première épreuve du feu. Au cours des grandes grèves de l'enseignement dans les écoles et les universités, les organisations de jeunes et d'étudiants du PTB se développent. Puis, en été 1996, Marc Dutroux est arrêté. Une onde de choc secoue tout le pays. Le parti combat l'économisme qui ne s'intéresse qu'à la lutte socio-économique et il s'engage au sein des Comités blancs¹². Le 20 octobre 1996, 300 000 personnes se rendent à Bruxelles pour l'une des plus grandes manifestations de l'après-guerre.

Dès sa naissance, le PTB a soutenu les forces nationalistes et révolutionnaires dans l'ancienne colonie belge du Congo. Après le génocide du Rwanda (1994), le parti a lancé une vaste campagne humanitaire. En 1997, quand le dictateur Mobutu est chassé par le peuple congolais, le parti organise également la solidarité avec le nouveau Congo. Les liens de solidarité se développent avec d'autres mouvements de libération, avec toute une gamme de projets, de campagnes, de voyages et de visites. C'est ainsi qu'en 1994 est lancée la solidarité avec Cuba.

Entre-temps la crise se poursuit. En 1996, on annonce la fermeture de l'usine sidérurgique des Forges de Clabecq. Le PTB soutient la lutte et, le 2 février 1997, plus de 70 000 personnes participent à Tubize à la Marche pour l'Emploi en solidarité avec les sidérurgistes. Quelques semaines après, on annonce la fermeture de Renault Vilvorde et c'est le signe annonciateur du démantèlement de presque tout le secteur automobile dans notre pays. Le PTB reste très actif dans les luttes, mais continue à glisser davantage vers des positions sectaires et dogmatiques. La stratégie de la confrontation avec les syndicats refait surface et tous les points retenus au Congrès syndical de 1988 sont jetés par-dessus bord. À propos d'autres thèmes aussi, le parti se retranche sur des positions dont il ne démord pas. Lors du Sixième Congrès (1998), le parti se replie davantage sur lui-même et, aux élections de 1999, après trente ans de militantisme, il réalise son pire résultat avec 0,6 % des voix. Dix ans après la chute du Mur, le PTB est au bord d'une crise interne.

¹² Le mouvement blanc est né suite à l'affaire Dutroux en 1996. Dutroux était au centre de l'affaire des enfants enlevés, violés et assassinés. Après son arrestation, des centaines de milliers de manifestants ont réclamé un meilleur fonctionnement de la justice, de la police et une meilleure protection des enfants.



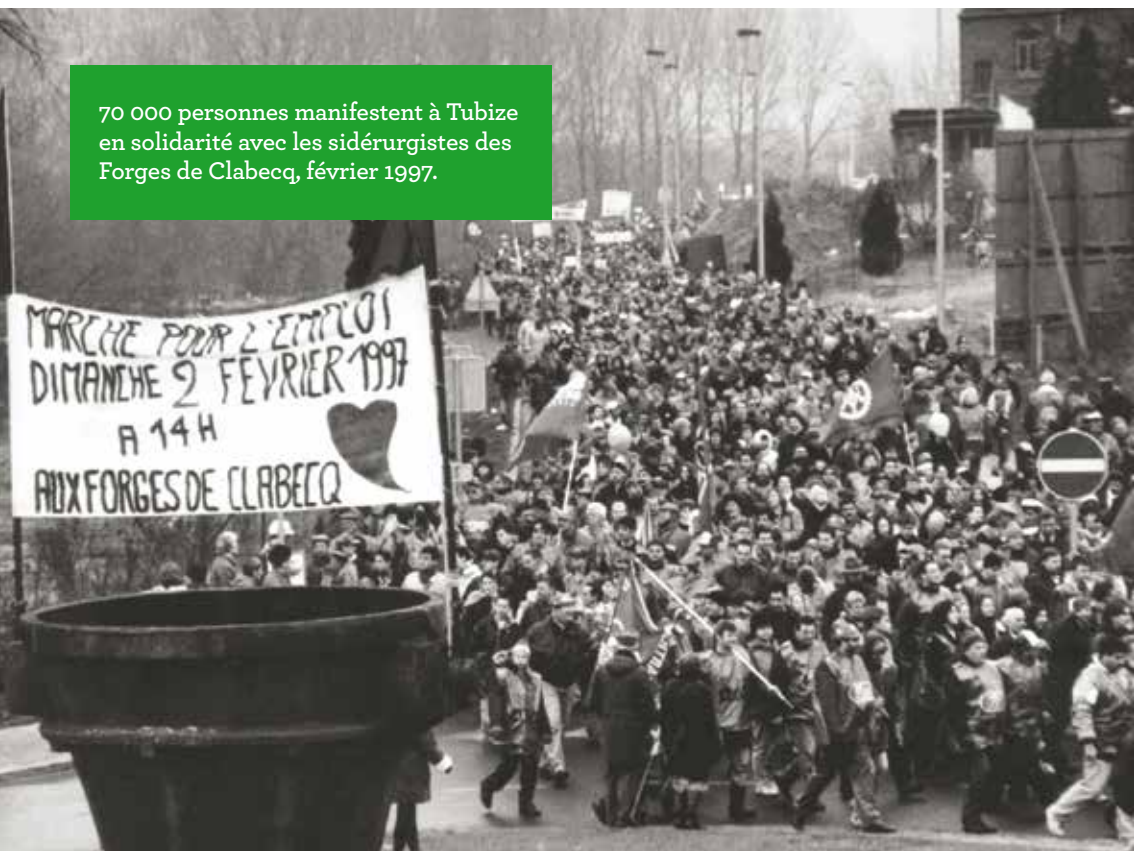
Campagne de solidarité pour la reconstruction du Rwanda, après l'effroyable génocide, 1994.



Colère populaire contre le laxisme de la gendarmerie et de la justice dans l'affaire des enfants disparus, octobre 1996.



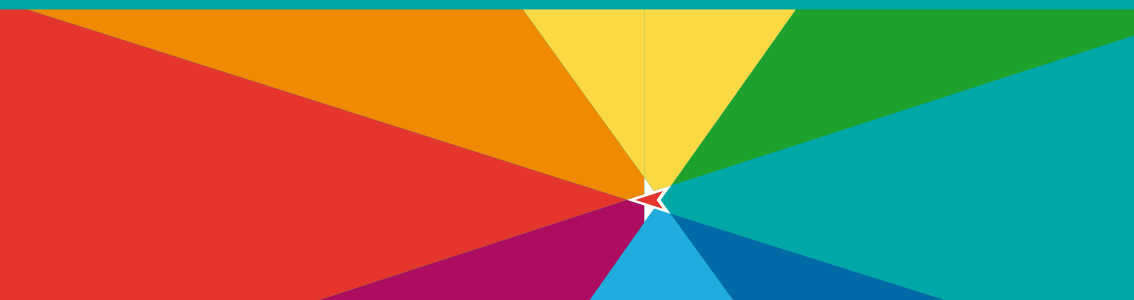
Lycéens solidaires de leurs enseignants dans la grande grève de l'enseignement francophone, mars-avril 1996.



70 000 personnes manifestent à Tubize en solidarité avec les sidérurgistes des Forges de Clabecq, février 1997.

1999-2008

**DE LA CRISE
AU RENOUVEAU
DU PARTI**



« LES ÉLECTIONS CONSTITUENT UNE GRANDE DÉFAITE POLITIQUE POUR LE PARTI. Dans cette défaite s'expriment les erreurs qui se sont accumulées au cours de nombreuses années. » C'est le jugement de la direction du parti sur ce revers électoral. Le débat est rude, car il s'agit d'erreurs et de conceptions sectaires qui se maintiennent depuis plus de vingt ans au sein du parti. « Les camarades qui ont défendu les attitudes les plus gauchistes et sectaires devraient être les premiers à remettre en question certaines habitudes dans le parti. La défaite aux élections doit au moins les obliger à réfléchir. Et bien, maintenant, c'est le contraire qui se produit : on ne dépense que très peu d'énergie pour approfondir nos fautes et nos faiblesses », écrit-on. Ces propos sont durs, mais justifiés.

Il est décidé d'organiser une large enquête parmi les sympathisants du parti. La combativité, l'enthousiasme, l'engagement, l'idéalisme, les initiatives comme Médecine pour le Peuple et le caractère ouvrier du parti sont perçus comme des points forts. En même temps, il ressort de l'enquête que nos propres sympathisants sont de plus en plus indisposés par le sectarisme, la façon de penser trop catégorique, l'absence de nuance, le dogmatisme et le langage sloganique, le ton donneur de leçons, l'absence d'humour, une organisation trop exigeante et un terrain d'action trop limité. Le parti se retrouve face à un miroir sévère.

Lors des élections communales de 2000, une petite percée est enregistrée avec deux élus à Zelzate, deux à Herstal et un à Hoboken. Des centaines d'enquêtes avaient permis l'élaboration de programmes communaux dans lesquels les gens pouvaient se retrouver. L'été 2001, des centaines de milliers de syndicalistes, de jeunes et d'altermondialistes se retrouvent à Gènes pour dénoncer la mondialisation capitaliste. Le mouvement de jeunes du PTB lance sa campagne *Change the world*. Mais, le 11 septembre 2001, lorsque deux avions percutent les gratte-ciel du World Trade Center et qu'une lutte mondiale contre le terrorisme est annoncée, la discussion reprend de plus belle, avec plus de virulence encore, au sein du parti. À l'époque, le parti est dirigé par la secrétaire générale. Sous l'influence des idéologues à la mode Negri et Hardt, on s'éloigne de plus en plus de la classe ouvrière, on tient de moins en moins compte des problèmes quotidiens des gens et tout est subordonné à la lutte contre l'agression américaine. Au lieu de soutenir une large résistance sociale contre les nouvelles guerres en Afghanistan et en Irak, on mène une politique de confrontation en créant une coalition



Problème, petit ou grand ?
Le PTB s'en occupe. Plein de monde au conseil communal de Herstal en protestation contre le danger d'incendie dans les blocs d'appartements, 2002.



À Zelzate, le « Tour de Frans » devient un événement annuel de trois jours de fête de quartier, avec balades en vélo, kermesse, artistes, tombola et brocante. Ici en 2002.

antiguerrre radicale, StopUSA. Les structures du parti sont ébranlées et ce sont surtout les directions provinciales, les secteurs ouvriers et le mouvement des écoliers qui en font les frais. Voilà ce qui constitue l'essence du Septième Congrès, en 2002. Il est clair qu'il n'y a aucune unité réelle sur les leçons de la défaite de 1999. Il y a une conception élitiste du parti chez des gens qui pensent savoir tout mieux que les autres et qui ne s'embarrassent guère de la pratique.

La stratégie radicaliste de la confrontation atteint un nouveau point culminant avec l'alliance électorale Resist, en 2003, une liste commune du PTB et de la Ligue arabe européenne AEL. Par rapport à 1999, le parti perd une fois encore 71 % de ses voix en Flandre. Impossible de tomber plus bas.

Cela mène à une crise grave au sein de la direction nationale. Le temps est venu d'ouvrir toutes grandes les fenêtres et de faire souffler un vent de fraîcheur, car le PTB ne peut plus continuer ainsi. Tel est l'avis de la majeure partie de la base du parti, qui s'en prend durement à la direction du parti. Cette dernière dresse un bilan très autocritique. Elle rejette cette conception élitiste qui tourne le dos au travail dans les entreprises. Elle critique le gauchisme et le dogmatisme, la stratégie de la confrontation et le fait qu'on se désintéresse des problèmes concrets auxquels les gens sont confrontés. Sous la direction de la secrétaire générale, une poignée de cadres refusent de changer de cap. Après une triste période de fractionnisme et de division, ces gauchistes purs et durs sont finalement exclus du PTB. Fin 2003, début 2004, une nouvelle direction, composée de jeunes cadres mais aussi des cadres de la « première génération », s'attelle progressivement à faire souffler un vent nouveau dans le parti. Il était temps. En 2004, Médecine pour le Peuple lance sa campagne kiwi en faveur de médicaments bon marché. C'est une première campagne de grande envergure qui répond aux besoins concrets de la société. C'est le début d'un mouvement de renouveau au PTB, qui mettra fin aux côtés sectaires et dogmatiques qui sévissaient dans le parti depuis vingt ans.

C'est précisément la crise du parti qui a rendu possible ce changement profond. Et c'est nécessaire. Car, entre-temps, les sociaux-démocrates glissent de plus en plus vers le centre, emportés par la nouvelle offensive néolibérale. Di Rupo, vice-premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications, qualifie les privatisations de

Après Gènes, le mouvement
de jeunes du PTB lance sa
campagne CHenge the world,
octobre 2001.



« consolidation stratégique ». En août 1999, Tony Blair et Gerhard Schröder lancent Die Neue Mitte, la troisième voie : un manifeste qui prêche la modernisation de la social-démocratie, en embrassant certains côtés du néolibéralisme. En 2002, avec un gouvernement constitué de sociaux-démocrates et de verts, Schröder applique son programme en Allemagne et crée un important secteur à bas salaires, les fameux mini-jobs.

Le 28 octobre 2005, 100 000 travailleurs syndiqués manifestent à Bruxelles contre la réforme des pensions du gouvernement Verhofstadt II. Lors du congrès du SP.A (parti socialiste flamand), des centaines de syndicalistes tournent littéralement le dos à la social-démocratie. Le PTB regagne du crédit au sein des syndicats, maintenant qu'il a enfin abandonné sa ligne pédante et irritante de la confrontation. Les conditions d'affiliation s'assouplissent et des centaines de syndicalistes deviennent membres d'un PTB en plein renouveau. Leur apport et leur expérience seront très importants pour la poursuite du mouvement de renouveau du parti. C'est une étape essentielle dans la transformation du parti d'un parti de cadres vers un parti de membres.

Lors des élections communales de 2006, le changement de cap du parti se traduit par l'élection de 15 mandataires locaux dans 6 communes. À Zelzate, le parti passe à plus de 21 % ; à Hoboken et à Herstal, il dépasse les 8 %. À Deurne, Seraing, Lommel, Genk et La Louvière, le parti obtient ses premiers mandataires. Jusque 2007, on continue dans de fréquents débats, y compris avec les nombreux nouveaux membres, à discuter le vent nouveau qui souffle sur le parti. La réorientation obtient une approbation croissante, mais se heurte aussi à des réticences. Fin 2007, le parti compte 2 800 membres et, après quatre années de discussion, le PTB s'estime prêt à fixer les nouvelles orientations lors de son Congrès du renouveau (2008). Un parti de principes, un parti souple, un parti de travailleurs, tel est l'intitulé du texte de ce congrès. Le PTB est un parti de la classe ouvrière au sens large, un parti du 21^e siècle, un parti ferme sur les principes qui se base sur le marxisme et vise le socialisme ; il applique un certain nombre de principes de tactique essentiels pour mieux sensibiliser (conscientiser), organiser et mobiliser. Le Congrès du renouveau élit aussi un nouveau Conseil national avec de nombreux nouveaux responsables qui veulent s'atteler à la tâche.



En 2004, Médecine pour le Peuple lance le modèle kiwi pour des médicaments moins chers.



Des centaines de milliers de syndicalistes manifestent contre les plans sur les pensions, octobre 2005.



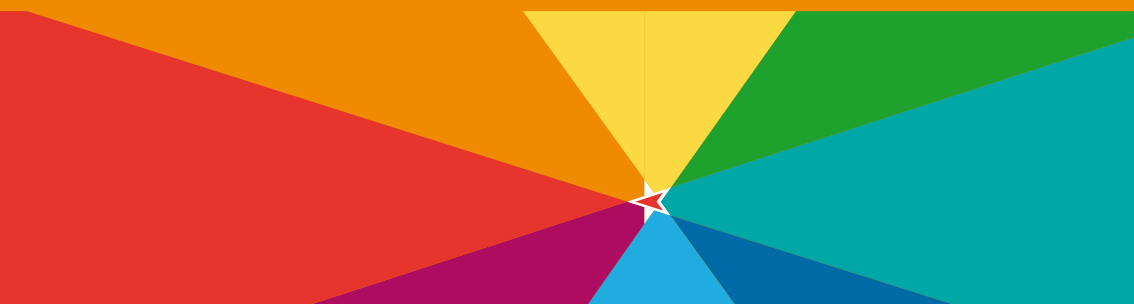
« Les gens d'abord, pas le profit »,
c'est le nouveau slogan du PTB à
partir du 1er mai 2004.



Le PTB distribue des patates pour dénoncer
la baisse du pouvoir d'achat, manifestation
syndicale de décembre 2007.

2008-2016

**DU RENOUVEAU
À AUJOURD'HUI**



LA NOUVELLE ÉQUIPE élue au Congrès du renouveau a été confrontée immédiatement au fiasco bancaire de 2008, révélateur d'une profonde crise économique de surproduction. Dans l'Union européenne, cette crise débouche sur une autre, celle de l'euro en 2011. Cela entraîne un profond malaise social en Europe où dix millions de travailleurs perdent leur emploi. L'establishment européen, sous la direction des faucons d'Allemagne, mène une dure politique d'austérité. C'est d'une grande violence économique et sociale dans les pays de la périphérie (Grèce, Irlande, Portugal), mais avec de dures mesures d'austérité ailleurs aussi dans l'Union. Il y a partout des mouvements de masse de jeunes et de syndicats qui rejettent l'austérité. Dans notre pays, le mouvement ouvrier descend en masse dans la rue en 2010 et en 2011. Le PTB est très actif dans cette résistance et lance sa campagne pour une taxe des millionnaires. Le livre *Comment osent-ils ? La crise, l'euro et le grand hold up* est un best seller et sa version en néerlandais domine plus d'un an le top 10 des livres de non-fiction.

L'intervention autoritaire de l'establishment européen provoque aussi une réaction de l'autre côté. Le nationalisme et le séparatisme déferlent partout sur le vieux continent et, entre 2009 et 2010, le blocage des séparatistes de notre pays nous vaut la plus longue crise institutionnelle de l'histoire de Belgique. Les élections fédérales de 2010 voient la percée de la N-VA séparatiste de droite. Il y a longtemps que le PTB est le seul parti national dans le paysage politique belge, actif tant en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles. Le parti soutient activement le mouvement Sauvons la solidarité et publie lui-même la brochure *Wij zijn één, nous sommes un*.

Les soulèvements populaires de 2011 en Tunisie et en Égypte donnent un certain espoir, mais le printemps arabe change vite de direction avec l'intervention des forces réactionnaires et internationales. En 2011, le PTB est seul à s'opposer à une nouvelle intervention occidentale en Libye. Tous les autres partis du pays sont pour. On retrouvera la même configuration lors de l'intervention militaire en Syrie. Toute la région du Moyen-Orient est déstabilisée et cela nourrit le fondamentalisme de droite du jihad terroriste. Les attentats des terroristes du jihad frappent aussi les villes européennes et un nouveau climat d'angoisse fournit à l'extrême droite un terrain fertile. En même temps grandit le flux des réfugiés fuyant les nouvelles guerres. Avec la plate-forme Amitiés sans frontières, le PTB organise la solidarité.



Sept mille personnes participent à la Protestparade contre le nouveau gouvernement de droite, 19 octobre 2014.

Sur le plan organisationnel, le PTB continue à croître, jusque plus de 8 500 membres au Congrès de la solidarité en 2015. Le parti compte maintenant bien plus de groupes de base, dans le monde du travail aussi. Les directions des provinces et des départements ont été renouvelées et rajeunies et on a continué à développer le service d'études. Celui-ci s'est fait une réputation par de solides dossiers sur la fiscalité, l'énergie, les soins de santé, les pensions, les services publics et les droits démocratiques. La campagne la plus réussie est celle contre l'énergie chère, qui va mener dans un premier temps à une diminution de la TVA sur l'électricité en 2014 et, en Flandre, à la suppression de la Turteltaks¹³ détestée. En même temps, on fonde un groupe de travail environnement qui développera la campagne Red is the new green pour caractériser le problème du climat comme une question de système. La croissance du parti renforce aussi sa force d'intervention sur divers terrains. Dans un samedi de tempête, le 25 septembre 2010 à Bredene-sur-mer, l'hebdomadaire *Solidaire* et les maisons médicales de Médecine pour le Peuple organisent pour la première fois un grand festival de la solidarité : ManiFiesta. Cela deviendra le plus important lieu de la solidarité du pays, avec un public très varié.

Lors des élections communales de 2012, le PTB perce pour la première fois dans deux grandes villes : Anvers et Liège. Au total, le parti compte maintenant 52 mandataires locaux. Lors des élections parlementaires de 2014, le PTB recueille 240 000 voix et ainsi aussi pour la première fois deux députés fédéraux. Cela lui vaut aussi deux parlementaires wallons et quatre parlementaires bruxellois. C'est la première fois depuis trente ans qu'il y a de nouveau des marxistes au parlement.

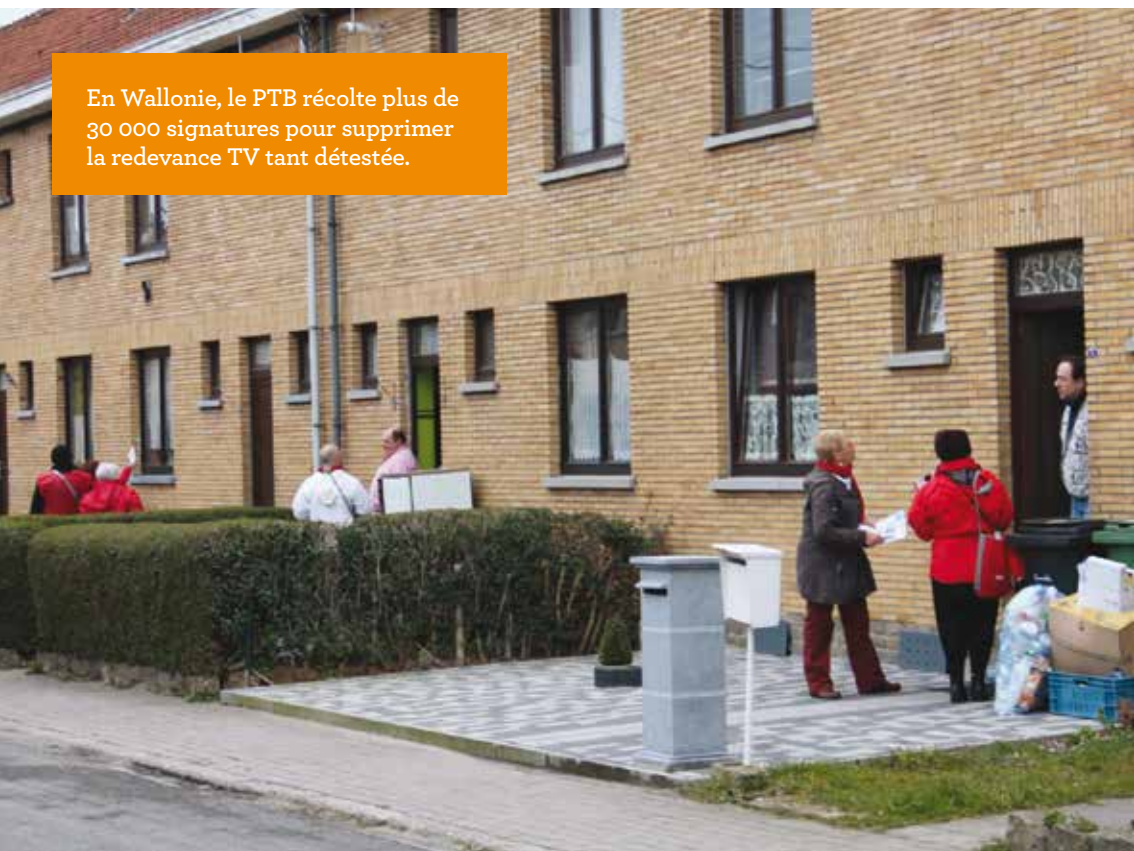
Lorsqu'en automne 2014, le nouveau gouvernement de droite fait connaître ses mesures d'austérité, le mécontentement croît à vue d'œil. Dans tout le pays, le PTB est actif pour soutenir le mouvement. Le 6 novembre 2014, 120 000 syndicalistes combattifs ont manifesté dans les rues de Bruxelles, avec le soutien du mouvement citoyen Hart boven Hard et Tout Autre Chose, collaboration de centaines d'organisations sociales. Suivra une tournante de grèves provinciales et le 15 décembre, la grève est générale. Le gouvernement de droite vacille mais tient bon.

Mi-2015, au Congrès de la solidarité, plus de 500 délégués des groupes de base analysent la nouvelle situation mondiale. Il est question d'élargir les thèmes et de les relier. On cherche une réponse à la

¹³ Après les élections de 2014, le gouvernement annule immédiatement le tarif de 6 % de TVA sur l'électricité. La Turteltaks est une taxe de 100 euros sur les compteurs d'électricité introduite en Flandre en 2015.



À Bredene-sur-mer, ManiFiesta va devenir le plus grand festival de la solidarité du pays.



En Wallonie, le PTB récolte plus de 30 000 signatures pour supprimer la redevance TV tant détestée.

crise économique, à la menace croissante de guerre, au racisme et au nationalisme, à la crise du climat. Mais il faut approfondir aussi, disent les délégués au congrès, et on actualise en dix points la vision du socialisme sous le nom de Socialisme 2.0. Le logo du parti change : dans l'étoile, la flèche devient verte et, outre les drapeaux rouges de base, le PTB se donne aussi des bannières multicolores qui expriment le lien entre les différents mouvements sociaux. En 2015 encore se termine la rénovation en profondeur du siège central du parti : l'ancienne usine de disques revêt un nouveau vêtement, avec beaucoup d'air, de lumière et de verdure. Et c'est plus que jamais une ruche bourdonnante. En 2016, on fonde à côté du mouvement étudiant Comac une nouvelle organisation de jeunes à part entière : RedFox. Et cet automne, le PTB accueille sa dix millièmè membre : Ilse, une jeune infirmière de Lierre.



Deux mille personnes participent à la session de clôture du Congrès de la solidarité, au Heysel à Bruxelles le 13 juin 2015.



Naissance le 1er mai 2016 de RedFox, le nouveau mouvement de jeunes du PTB : Fox the System !

Le PTB lance la campagne « Red is the New Green » à l'occasion du sommet sur le climat, septembre 2015.



RED
IS THE NEW
GREEN!

Change the system to **save** our planet



PTB

Les gens d'abord, pas le profit

LE PTB PREND LE CLIMATE EXPRESS DESTINATION PARIS
PLUS D'INFO: redisthenewgreen.be

ptb.be

5 €



Les gens d'abord, pas le profit